

Eclairages - Analyses

Yes Mr. Brown !
Le plan de Gordon Brown est le bon

Michel Juvet

Analyste financier et membre du comité de direction de Bordier & Cie

10 octobre 2008

Amortissements - recapitalisations, plan Paulson, nationalisations, garantie des dépôts des épargnants, hausse des ratios de fonds propres, etc. à chaque pays, une réponse différente face à la crise. Si chacune des solutions proposées comporte certains avantages, il y manque probablement l'essentiel. Les banques ont amorti pour plus de USD 585 milliards de créances douteuses et procédé à des recapitalisations pour plus de USD 430 milliards. Mais la confiance dans le système bancaire n'est pas revenue. Les banques centrales n'ont pas hésité à détériorer la qualité de leurs bilans pour aider à coups de centaines de milliards les banques en difficultés de financement. Mais cela n'a pas suffi pour relancer le marché du crédit. Les Etats européens sont apparus, ont nationalisé quelques banques et dans un souci social ont garanti les dépôts bancaires des épargnants, mais pourtant le crédit s'asphyxie. Normal, ces réponses ne se sont pas attaquées au cœur du problème: le financement interbancaire.

Il y a vingt ans, lorsque vous consultiez le bilan d'une banque, son passif était constitué majoritairement de dépôts d'épargne, à vue ou à terme, puis de quelques emprunts bancaires ou non, et enfin de fonds propres. Les banques finançaient ainsi la croissance de leurs

actifs, et de leurs prêts. Pour qu'une banque soit considérée comme saine, il fallait qu'un ratio entre les prêts et les dépôts soit raisonnable et qu'elle garde dans ses comptes, ou auprès de la banque centrale, des réserves, afin de pouvoir rembourser les éventuels épargnants qui pourraient le demander. Les banques centrales veillaient alors à ce que les banques gardent les réserves nécessaires. Néanmoins, le besoin de rentabilité des banques les pousse naturellement à diminuer les réserves au profit de prêts, les rendant vulnérables à des demandes de remboursement massives de la part des épargnants. Pour répondre à ces problèmes, les autorités financières américaines ont dès les années 30 développé un système d'assurance pour les épargnants. Ces derniers, rassurés par cette protection, ne doivent plus se précipiter aux guichets des banques pour retirer leurs avoirs lorsque la situation financière devient obscure. Grâce à ce système, la panique des épargnants ne transforme plus leurs craintes en réalité. Il n'y a plus de banque poussée à la faillite par les épargnants.

La réponse actuelle des autorités européennes en particulier peut donc paraître correcte. En réalité, elle est archaïque car elle oublie un peu ce qui s'est passé dans les bilans bancaires depuis

vingt ans, et elle néglige l'origine des disparitions de Bear Stearns, Lehman Brothers ou Fortis.

Elle oublie en effet que pour financer leur appétit de croissance les banques se sont détournées relativement parlant des épargnants pour faire appel à leurs consœurs. La croissance des dettes interbanques enregistrées auprès de la Banque des règlements internationaux a simplement doublé entre 2002 et 2007, pour atteindre USD 24200 milliards, les banques européennes étant largement les plus impliquées dans ce marché.

Or, la panique bancaire de 2008 a d'abord touché les milieux bancaires professionnels. Ces derniers ont dû, au fil des événements, et par manque d'informations, spéculer sur les canards boiteux et, comme dans un jeu de l'oie destructeur, retirer progressivement leurs créances envers certaines banques. Les banques qui ont disparu ont succombé aux premières paniques institutionnelles de l'histoire. Pas de queue d'épargnants devant les guichets des banques, mais des queues invisibles de banques réclamant à d'autres banques leur argent. Protéger les épargnants était donc socialement utile mais économiquement inefficace.

Le plan de M. Brown s'attaque donc à cette question: instaurer un fonds mondial de garantie protégeant les banques d'une faillite bancaire, évitant ainsi des effets de ricochet déstabilisants pour tout le monde. Les montants en jeu font peur. Comment garantir autant d'argent? Le miracle de cette solution, c'est que, si elle est globale, elle n'est jamais mise entièrement à contribution. La confiance peut alors revenir. La solution américaine (FDIC)

pour protéger les épargnants a évité pendant de nombreuses années le retour des paniques citoyennes. Oui, il faut soutenir un Federal Interbank Insurance Company (FIIC) et développer l'approche du plan Brown !

Mais il faut également l'assortir de règles sur sa durée, sur la prise de risque des banques. En plus de réclamer aux banques des niveaux de fonds propres supérieurs à atteindre dans un délai précis, peut-être serait-il utile de demander également un ratio minimum de réserves par rapport aux emprunts bancaires. Bref, il faut entourer ce plan de contraintes afin d'éviter de garantir de nouvelles bêtises! Ou revenir à la banque de grand-papa. Les dés sont désormais jetés.